

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

C. C. P. Mile Picard 5660-38 Paris

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : SUFFREN 62-31

Venez tous au

REVEILLON

des

Amis de "La Vérité"

le 31 décembre à 22 h.

SALLE DU PATRONAGE LAÏQUE

du XV^e Arrondissement

*
(Angle avenue Félix-Faure - rue Tisserand) MÉTRO : BOUCAUT

A la Direction et aux Membres du P. C. Yougoslave

LE SECRETARIAT DE LA IV^e INTERNATIONALE REpond aux déclarations de VLAHOVITCH

Camarades,

Le jour de la République (29 novembre), à Belgrade, Veljko Vlahovitch, membre du C.C. du P.C.Y., a fait deux déclarations qui revêtent un caractère officiel, engageant la ligne de votre Parti, ce qui, par conséquent, les rend d'autant plus graves.

La première de ces déclarations concerne la question de l'Internationale. Reprenant les propos que Djilas a déjà tenus aux Etats-Unis sur l'opposition de votre Parti à la reconstruction d'une Internationale communiste, Vlahovitch considère à son tour « comme pleines de ridicule les diverses nouvelles répandues à l'étranger disant que le P.C.Y. travaille à la création d'une nouvelle Internationale, une prétendue Internationale « titiste ». Pour justifier cette position, il affirme que votre Parti considère « que la consultation faite dans la décision prise lors de la dissolution du Kominform était parfaitement juste », à savoir: que la forme « d'organisation de l'unité ouvrière choisie par le premier Congrès de l'Internationale communiste et qui répondait aux besoins de la période du début de la renaissance du mouvement ouvrier, perdait de plus en plus de son valeur ».

La deuxième déclaration de Vlahovitch concerne la IV^e Internationale. Vlahovitch fait la distinction entre « de nombreux communistes et travailleurs progressistes » qui défendent la Yougoslavie contre la campagne calomnieuse du Kremlin, et « cette autre catégorie d'hommes qui dévient aujourd'hui se faire passer pour « amis », ces divers types suspects qui se rassemblent autour d'une IV^e Internationale, divers espions impérialistes, etc. ».

Si ces deux déclarations provenaient de stalinistes orthodoxes, d'un de ceux que vous appelez à juste titre « les menteurs, les calomnieux, les hommes-formistes », nous nous dispenserions volontiers d'y répondre, car notre expérience de plus de 25 années de lutte contre la bureaucratie soviétique décriée et les agents qu'elle dirige dans le monde, nous a appris que les calomnies perçues et abjectes sont les seules armes dont disposent ces méprisables exploitateurs du mouvement ouvrier révolutionnaire pour combattre nos idées et notre programme invincibles.

Mais ces déclarations proviennent d'un des vôtres qui parle au nom de votre Parti, organisation que nous considérons comme un courant révolutionnaire qui s'est libéré pour des raisons justes et progressives du contrôle contre-révolutionnaire du Kremlin, et qui a l'honneur avec nous de mener la lutte contre l'opportuniste, les calomnies, les mensonges et les amalgames répandus au moyen desquels le Kremlin et ses agents ont largé-

ment pour le mouvement révolutionnaire international.

Voquez-vous, c'est creuser le tombeau de toutes les chances que nous avons eues de combattre dans le mouvement ouvrier international si, pour diverses considérations tactiques ou autres, vous commencez à employer les méthodes pourries du stalinisme à propos de questions vitales de la Révolution socialiste mondiale et de militants du mouvement ouvrier avec lesquels vous avez des divergences idéologiques.

Parce que nous avons dès le début, spontanément et sincèrement, défendu votre cause contre le Kremlin, et parce que nous la défendrons indépendamment.

(Suite page 3)

La S.F.I.O. n'a que des préoccupations électoralistes; le P.C.F. n'utilise la combativité ouvrière que dans le but d'imposer un gouvernement capitaliste pro-russe

POUR RIPOSTER A L'OFFENSIVE BOURGEOISE LES TRAVAILLEURS DOIVENT S'UNIR et se donner des dirigeants révolutionnaires

La bourgeoisie française se débat depuis des mois dans une crise gouvernementale larvée; la constitution du Gouvernement Bidault n'a pas mis un terme à cette crise; elle n'a fait que la colmater provisoirement. La semaine dernière, deux ministres ont démissionné afin de sauvegarder leur base électorale dans les milieux paysans hostiles à l'accroissement des impôts et au dirigisme des prix agricoles. A la veille du Congrès socialiste et du débat sur les Conventions collectives, les difficultés de Bidault grandissent encore.

Mais est-ce à dire que cette crise gouver-

nementale est l'expression d'un rapport de force favorable aux travailleurs et défavorable à la bourgeoisie, comme le prétendent les dirigeants du Parti communiste français, qui mettent au compte de la combativité ouvrière les difficultés gouvernementales de la bourgeoisie? Les coups de trompettes des leaders stalinien ne peuvent camoufler la dé-moralisation et la division qui affaiblissent les rangs ouvriers; la grève générale du 25 Novembre qui n'a fait que ressouder les rangs ouvriers pour quelques heures, prend aux yeux mêmes de ceux qui furent

ses plus ardents combattants, l'aspect d'un succès inutile.

Non, la crise actuelle de la bourgeoisie n'a tout autre caractère que celle des années 1947-1948 où la profondeur et l'ampleur des combats ouvriers firent trembler la bourgeoisie.

Aujourd'hui les difficultés de Bidault, la démission de ministres, etc., ne sont que l'expression de la marche hésitante du capitalisme français vers l'instauration d'un pouvoir plus à droite. Celui-ci a remporté, grâce à la trahison des directions stalinistes et réformistes, des succès réels contre la classe ouvrière; il cherche actuellement la meilleure voie pour parachever ses succès.

Mais cette marche est difficile, surtout lorsque la classe ouvrière n'a pas subi de défaites décisives et que sa démoralisation est fonction essentiellement de sa méfiance à l'égard de ses dirigeants.

C'est pourquoi la bourgeoisie met son offensive avec prudence. Ses victoires essentielles, elle les remporte actuellement dans les usines et les bureaux d'où elle chasse les délégués et les militants syndicaux. Spécialement sur la division générale du 25 Novembre les listes de militants ouvriers licenciés s'allongent dans les entreprises.

Sur le plan législatif, son offensive est plus modérée. Il lui faut, en effet, beaucoup de prudence pour transcrire dans de nouvelles lois le nouveau rapport de force qui s'est établi entre elle et la classe ouvrière. C'est ainsi que la législation anti-grève, que le Ministre socialiste Gorgie ne parait porter sur les fonds baptismaux, ne passera

M. MESTRE. (Suite page 2)

LA CLASSE OUVRIÈRE SE MOBILISE contre la guerre du Viet-Nam



La voile est aujourd'hui définitivement levée sur l'aspect réel de l'intervention française au Viet-Nam.

Les protestations maintenant affluant de toutes parts. La classe ouvrière, au premier rang de l'opinion publique, veut faire cesser par son action cette boucherie impérialiste.

Il s'agit maintenant de dépasser le stade des actions démonstratives et des protestations platoniques.

Ce n'est pas seulement par solidarité que l'ensemble de la classe ouvrière doit se joindre au combat des dockers. Cette lutte, c'est sa lutte au même titre que la défense de son ni-

veau de vie et de ses libertés.

Faire cesser la guerre du Viet-Nam, c'est aider un peuple qui veut assurer son indépendance.

Faire cesser la guerre du Viet-Nam, c'est sauver de la mort, de la dégradation physique et morale de jeunes travailleurs en uniforme, trompés par la propagande impérialiste et souvent envoyés d'office à la-bas.

Faire cesser la guerre du Viet-Nam, c'est retirer aux marchands de canons et aux généraux un milliard par jour qui pourra être utilisé à l'amélioration du sort des ouvriers.

Faire cesser la guerre du Viet-Nam, c'est infliger une défaite à notre impérialisme et par cela même à l'impérialisme mondial, c'est le moyen le plus efficace de freiner la préparation d'une troisième guerre.

Des soldats rapatriés du Viet-Nam organisent, sous l'égide des Combattants de la Paix et de la Liberté, une « Soirée du témoignage » à la salle Wagram, le vendredi 16 décembre et une journée revendicative le samedi 17 décembre.

Travailleurs de la Région Parisienne, participez à ces manifestations — pour propager la vérité sur les tueries impérialistes au Viet-Nam — pour soutenir les revendications des jeunes travailleurs sous l'uniforme victimes de la sale guerre — pour soutenir l'action des dockers et aider le peuple vietnamien à conquérir son indépendance totale.

LES INQUIETUDES DE MILLIERS DE COMMUNISTES

par Pierre FRANK

NOUS avons mentionné eu cours des mois passés la crise grandissante du Parti Communiste Français, plus particulièrement en épingleant les déclarations de ses principaux dirigeants. Nous pourrions citer bien des exemples. Ainsi récemment, dans des éditoriaux publiés sous le titre: LA VIE DU PARTI, les hebdomadaires stalinistes des communes de Billancourt et de Gennevilliers — deux bastions du P.C.F. — s'en prennent à des membres de ce parti qui ont une attitude, disons libérale, à l'égard des trotskystes. Des membres du P.C.F. de la S.N.E.C.M.A. de Boulogne voulaient donner des responsabilités syndicales à une trotskyste qui faisait son devoir de classe de façon impeccable. Des membres du P.C.F. de l'usine Chausson pensent de nous: « Ils disent des choses justes ».

Au Comité Central du P.C.F., qui vient d'achever ses travaux, la terreur de l'appareil en présence des réactions des membres du Parti a été exprimée dans le rapport de Cogniot. La direction redoute, par-dessus tout, que des milliers d'ouvriers communistes se rendent compte, dans leur action à l'usine, que la politique du P.C.F. va au contraire des possibilités réelles. A la « libération », quand on pouvait prendre le pouvoir, il ne fallait pas aller trop fort, à cause des « Alliés » et par confiance dans les « camarades ministres ». Aujourd'hui, on leur dit: « Allez-y, les masses exercent une pression chaque jour plus grande », alors que les masses, bien que très mécontentes de leur sort, ne répondent que très difficilement aux appels du P.C.F. et de la C.G.T. Ce n'est pas à coups de citations de Jdanov et de nouvelles résolutions du Kominform, qui répètent la même chose, que le Parti dans lequel ils avaient placé tous leurs espoirs, et auquel ils avaient donné le meilleur d'eux-mêmes pour mener le prolétariat à la victoire, est incapable de la faire. Ils ne savent pas souvent

UNE ENQUÊTE DE "LA VÉRITÉ"

Chez les travailleurs Nord-Africains (IV)

Un an pour percevoir les allocations familiales

Il nous faut consacrer à la question des allocations familiales la place qu'elle mérite. Elle occupe le premier rang dans les cahiers de revendications des travailleurs nord-africains.

Au surplus, il s'agit d'un domaine où la discrimination raciale de la part d'un organisme d'Etat lui-même est des plus flagrantes. La situation critique et les souffrances des familles algériennes n'ont pas d'autre cause, ici, que l'incertitude et la mauvaise volonté de l'administration d'Etat dont c'est la tâche, en principe, d'alléger la misère ouvrière.

Il faut près d'une année, en moyenne, pour que la famille d'un ouvrier algérien perçoive les allocations familiales. Voilà un scandale peu banal qui dure depuis des années et auquel il n'a pas été encore trouvé de remède. Pour la simple raison, sans doute, que l'on ne veut pas y remédier. Il suffirait, pour y mettre bon ordre, d'un tout petit coup de balai en Algérie dans cette administration parasitaire.

Des cas précis? Un ouvrier algérien travaillant à Urieux, dans la Loire, est avisé, le 16 AVRIL 1949, par la caisse de compensation des allocations familiales d'Alger qu'elle vient de verser à sa femme la somme

de 52.305 francs représentant les sommes dues DE JANVIER 1947 à SEPTEMBRE 1948. Voilà une famille qui aura attendu ses allocations pendant deux ans et trois mois.

Des camarades m'affirment qu'il y a des familles qui attendent encore des prestations qui leur sont dues depuis 1946. Le journal « La République Algérienne » affirme à ce sujet: « Il est de notoriété publique (sans que l'on puisse malheureusement citer les chiffres exacts de l'administration et le gouvernement ne veulent pas révéler) que les dépôts ainsi gelés s'élèvent à plusieurs dizaines de millions. »

Comment qualifier les gens qui gardent par milliers ces dizaines de millions, sinon de criminels de droit commun, d'affameurs du peuple?

N'oublions pas que si le travailleur nord-africain s'est expatrié, c'est en général pour sauver sa famille de la famine. Pour pouvoir gagner la miettre, il doit souvent vendre ses bêtes, faire des emprunts. Il laisse donc sa femme, ses enfants dans le plus complet dénûment.

A qui tient cette lenteur infinie (A suivre)

A. DURET.
(Suite page 2)

Chez Chausson RIPOSTE AUX ATTAQUES PATRONALES

LE lendemain de la grève du 25 novembre, Sauvade, responsable syndical C. G. T. des usines Chénard (Groupe Chausson), est démis par le patron. Le motif donné était: « Atteinte à la liberté du travail ». « Bien que celui-ci ait été reconnu faux, même par l'inspecteur du travail qui refusa le licenciement, la direction maintint cette sanction. A la suite de cette sanction, pendant une journée et demie, une partie du personnel Chénard et Waller débraya, mais tenta de coordonner entre les différents entreprises du groupe Chausson, les ouvriers de chez Chénard doivent rentrer. Deux jours plus tard, les ouvriers de l'usine H débrayèrent à leur tour pour protester contre cette sanction. Mais isolés dans le groupe, après une journée de lutte et une manifestation qui se termina à la carrosserie, ils rentrèrent leur tour. Le lendemain, une manifestation semblable a eu lieu à Amiens; cinq camarades sont mis à pied pour une journée et trois

(Suite page 4)

exactement pourquoi; les uns croient voir l'incapacité et l'opportuniste de Thorez, Duclos... ou bien ils sentent que Moscou a des objectifs qui ne concordent pas avec la victoire de la révolution dans le monde. L'affaire yougoslave et la crise des pays du glacis soulèvent en eux des questions qui les ramènent à leurs préoccupations directes quant à la lutte des classes en France.

Cette crise qui atteint les éléments de base les plus solides du P.C.F. ne suscite guère, contrairement à ce qui a été plus d'une fois observé dans le passé à l'occasion de crises du P.C.F., l'abandon de notions fondamentales, le fourvoiement dans les impasses de l'anarchisme, du syndicalisme dit pur, etc... Les militants communistes restent fidèles à un certain nombre de notions essentielles, comme la dictature du prolétariat, et surtout à la nécessité, pour le triomphe de la révolution prolétarienne, d'un parti révolutionnaire, qui concentre les expériences et les enseignements du mouvement ouvrier, et qui, à tout instant, sache guider la lutte pour les intérêts immédiats dans la voie de la lutte pour les intérêts historiques fondamentaux de la classe ouvrière. Loin de réviser le programme communiste, ils ont plus ou moins confusément conscience que le stalinisme à quelque part dévie du communisme et qu'ils se rendent compte que la politique du parti stalinien risque de compromettre le communisme aux yeux des très larges masses qui n'ont pas leur compréhension politique.

Ces militants se demandent: que faire? De ce grand parti qu'ils ont bâti pendant des années, n'y a-t-il plus rien à faire? N'y a-t-il pas quelques dirigeants qui, à la tête de sections, essaient de se dégager de l'abîme dans lequel ce parti roule et risque d'entraîner le prolétariat? Peut-on parvenir à quelque chose en se tournant du côté des trotskystes? La où un grand Parti soutenu par l'Éty soviétique a succombé, que peut faire une petite organisation combattive de partout?

Chaque communiste qui réfléchit, se convaincra, tout d'abord, que le P.C.F. n'est pas redressable. L'exemple même du Parti Communiste Yougoslave montre qu'un Parti ne peut commencer à penser par lui-même en fonction des

POUR LES 900 ABONNÉS

Rattrapons notre retard !

intérêts de ses membres, qu'à condition de rompre avec la machine du Kremlin. Impossible au militant du P. C. F. de faire connaître — sauf de façon mitigée, à la base seulement, et avec des précautions et même défiances, le tout exigant et beaucoup de efforts pour un résultat très faible et très limité — un avis opposé à celui de la direction. Celle-ci, avec tous les moyens puissants à sa disposition, déforme les opinions des opposants, calomnie ceux-ci. Le membre de base ne peut faire connaître et mobiliser ses vus. La direction a fixé les cadres dans lesquels le Parti doit penser et agir. Les adhérents doivent se soumettre ou se démettre. Ce Parti n'appartient pas, il n'appartient pas à l'ensemble de ses membres, il n'appartient pas à la classe ouvrière. Il n'appartient pas à tout le mouvement ouvrier, de construire un Parti révolutionnaire. Cette tâche essentielle de l'heure pose toute une série de problèmes que nous examinerons dans de prochains articles.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE DONNER DES DIRIGEANTS RÉVOLUTIONNAIRES

(Suite de la première page) pas, encore, probablement cette fois-ci; cependant l'introduction dans le droit du travail d'un arbitrage « facultatif » constituerait incontestablement un premier jalon des plus utiles. Mais l'habacq' essentiel de la bourgeoisie reste la composition présente de l'Assemblée. Tant que la représentation des grands patrons et des bourgeois — et des partis ouvriers se sera pas modifiée — et seule une réforme électorale permettra de constituer un véritable « passage » à une nouvelle étape sera plus difficile. Ainsi s'explique l'insalubre propagande des partis bourgeois pour l'institution d'une réforme électorale qui donnerait enfin à la France (c'est-à-dire au capitalisme français) un pouvoir stable. Toute accélération de la démocratisation ouvrière — tout échec des travailleurs augmentant le danger de voir introduire dans la Constitution une réforme qui renforcerait le camp capitaliste.

Dans la marche vers le pouvoir fort, l'élimination de la S.F.I.O. constituerait un moment important pour la bourgeoisie, car elle permettrait à celle-ci d'en finir avec des gens qui, par soucis électoraux, compromettent la stabilité du régime. Mais cette élimination est encore pleine de danger. En effet, si la S.F.I.O. se trouvait dans l'opposition aux côtés du P.C.F., les risques de reconstitution d'un front unique contre la bourgeoisie et la grève du 25 novembre a été dans ce sens une démonstration remarquable. Parce que la C.G.T. et F.O. se sont retrouvées dans un combat commun, des millions de travailleurs ont ressuscité leurs rangs. La bourgeoisie se souvient de 1934 et de l'élan ouvrier vers l'unité qui débarrassa toujours des directions stériles et stalinisantes.

Le camp capitaliste commettrait-il une telle maladresse en agissant prématurément? C'est peu probable, car il dispose jusqu'aujourd'hui d'un atout essentiel qui lui permet de porter ses victoires. C'est l'absence de directions réformatrices et stalinisantes, seulement soutenues de « réformer » le capitalisme. On comprend tout le danger que représenterait pour la bourgeoisie le renforcement d'une direction révolutionnaire décidée à entraîner la classe ouvrière au renversement du régime. La marche vers la constitution d'un pouvoir fort se poursuivrait inexorablement si la classe ouvrière ne passe pas à la contre-offensive contre la bourgeoisie. Ressusciter les rangs ouvriers dans les usines, les chantiers et les bureaux est la tâche la plus importante pour préparer cette contre-offensive. La grève du 25 novembre a prouvé que cette unité était facilement réalisable, mais sans une nouvelle direction révolutionnaire.

Le regroupement des travailleurs peut se faire aujourd'hui sur 3.000 fr. par mois pour tous, un véritable minimum vital, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Mais ce combat ne peut être qu'une étape dans la lutte plus vaste que les travailleurs doivent engager pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration du pouvoir ouvrier qui battrait définitivement la route au pouvoir. Ces directions traditionnelles ne peuvent diriger cette lutte. La S.F.I.O. et les dirigeants de Force Ouvrière n'ont que des préoccupations électorales, le P.C.F. et les dirigeants de la C.G.T. n'adhèrent la combativité ouvrière que dans le but d'imposer un gouvernement capitaliste pro-russe.

Pour diriger ces luttes, la classe ouvrière qui se sent plus être utilisée par un bloc ou par l'autre, se donnera d'authentiques dirigeants révolutionnaires.

SOLIDARITÉ

Nous venons d'appeler dans notre dernier numéro à la solidarité en faveur des parents du militant Van Halst tué par les miliciens de Darnand en août 1944. Plusieurs camarades ont déjà répondu. Nous publions ci-dessous la liste des souscriptions. Mais cet effort n'est pas suffisant. N'oubliez pas, camarades, que le père Van Halst vient d'être opéré et seul le salaire de la mère (11.000 fr. par mois) entre dans la maison. Camarades, la solidarité ouvrière ne doit pas être un vain mot. Il faut qu'elle se manifeste le plus largement possible. ADRESSER LES FONDS AU C. P. DE LA VÉRITÉ - EN SPECIFIANT SOLIDARITÉ.

Cellule Puteaux: 2.700. - Cellule Renault (Troislois): 300. - Collecte R.P.: 845. - (Dejean): 100. - Cellule 17: 150. - G. S.: 100. - P. Frank: 230. - Gallier: 300. - Jeanne C.: 500. - Nantes: 300. - J. F.: Reims: 500. - TOTAL: 6.025 francs.

Nous avons souvent signalé la lenteur avec laquelle nos régions sont mises au travail pour notre campagne. Et maintenant le retard est difficile à rattraper. Cependant de nouvelles régions sont entrées en action. Douai, Nantes, Coutron (qui demande l'augmentation de son quota) nous ont envoyé une première série d'abonnements. Nos camarades de Brest et de Quimper soutiennent leur effort. Par contre, la Région Parisienne,

REVEILLON DU 31 DÉCEMBRE

Militants, sympathisants, amis de « la Vérité », est-ce que vous allez passer le Réveillon du 31 décembre dans une atmosphère de gâtes et de camaraderie. Délaissez les salles de spectacle et les traditionnelles assemblées « travailliales ». Votre place est au réveillon rouge organisé par Les « Amis de la Vérité ». Il y aura jeux et chansons, surprises et bal de nuit, buffet pour tous. Non seulement vous passerez un agréable réveillon, mais vous ressuscitez les liens de fraternité avec votre véritable famille: l'avant-garde révolutionnaire.

Chez les Nord-Africains

(Suite de la première page) dans les payements? C'est très simple. On a cru bien faire en constituant des caisses algériennes à Alger, Constantine et Oran. Ces caisses jouent le rôle d'intermédiaires entre les caisses métropolitaines et les familles. Un intermédiaire — comme tout intermédiaire qui se respecte — parfaitement inutile et parasitaire qui prélève pour sa digne besogne d'amortisseur et de ralentisseur 25 % des prestations versées. Les caisses algériennes doivent juger de la situation des ayants droit d'après les pièces justificatives qui leur sont fournies. Chose que feraient au moins aussi bien les caisses métropolitaines elles-mêmes, puisque en fait il n'y a pas d'enquête directe auprès des familles. Ce travail inutile et métropolitain chapperait peut-être à l'atmosphère raciste qui imprègne toutes les administrations algériennes.

Dans l'état actuel des choses, une navette aussi épuisante qu'interminable s'établit entre les caisses métropolitaines et les caisses algériennes avant que les familles y voient venir le premier sou. Echanges de fiches, de bordereaux, de fonds et de comptabilité s'effectuent durant des mois. Les dossiers s'égarant, se retrouvent. Les erreurs se produisent sans arrêt dans ce bel enchevêtrement et chacun se renvoie la balle. Au bout, il y a les inévitables détournements. La famille d'un travailleur de la commune de Lafayette, dans le Comtat, touchait 10.000 francs alors que le montant des allocations envoyées est de 11.678 francs. Le caud a passé par là. Pour parler ce beau tableau, on n'applique pas aux familles algériennes le régime d'allocations en vigueur en France. Il y a une différence considérable entre les sommes que ces familles touchent en Algérie et celles qu'elles toucheraient si elles résidaient dans la métropole. Or les cotisations perçues par les caisses sur le compte des employeurs sont les mêmes que pour les ouvriers français. La différence entre le montant total des cotisations que perçoivent les caisses et celui des sommes effectivement versées aux familles des Nord-Africains travaillant en France est estimée à un milliard, voire à un milliard et demi.

C'est un vil manifeste des travailleurs nord-africains et de leurs familles. Sont frustrés des enfants déjà sous-alimentés et déficients, qui auraient besoin des plus grands soins. Le vol dans ce cas est « officiel », « légal ». Il se pratique au grand jour. Les revendications des travailleurs nord-africains sont claires: 1° Versement direct des allocations familiales par les caisses métropolitaines aux familles restées en Algérie, sans passer par le postal. 2° Application aux familles résidant en France, sur la base des quotas métropolitains pour tout ce qui concerne les allocations familiales et de salaire unique, prénatales et de maternité, ainsi que les primes attribuées à la naissance de chaque nouvel enfant.

Un souvenir du vingtième anniversaire de la fête de « La Vérité »

« LE PROCES DE PARIS » sketch écrit par le groupe Jeune Garde à la fête du vingtième anniversaire de « La Vérité » Edition originale numérotée, illustrée par Maurice Henry, 100 francs. — Commandes et fonds à la Vérité, 19, rue Daguerre. C.C.P. Mile Puxard 5.660-38 Paris.

qui avait fait un gros effort dans la première quinzaine de novembre, ralentit maintenant son action. Au début de décembre, le quota n'était encore réalisé qu'à 50 %. Camarades du parti, lecteurs, Amis de la Vérité, il faut vous mobiliser. C'est la vie de votre journal qui est en jeu. En cette fin d'année, vous devez passer à votre journal, lui donner, à lui aussi, sa part d'attention et vous abonnés si vous ne l'êtes pas encore, en vous réabonnant prudemment et surtout en collectant des abonnements autour de vous.

Notre prochain numéro ne paraîtra que dans trois semaines. Mettez ce délai à profit. Et faites que dans le premier numéro de sa vingt et unième année d'existence, notre Vérité puisse publier un bulletin de victoire.

PRÉPARATION DU VI-CONGRÈS

Les camarades du Parti doivent avoir reçu les Bulletins intérieurs suivants: 1) Rapport politique: la situation économique; 2) Rapport politique: la situation politique et les tâches; 3) Rapport sur la construction du Parti révolutionnaire; 4) Le Parti révolutionnaire et la jeunesse. — Le travail syndical. — Projet de Statuts; 5) Article de discussion sur le Glacis. En outre, ont été édités trois Bulletins intérieurs du Secrétariat de l'Internationale sur la question yougoslave.

RENOUVELLEMENT DES CARTES

Tous les camarades, cellules et régions doivent faire parvenir leur demande de cartes pour 1950 avant la fin du mois.

SOUSCRIPTIONS des « Amis de la Vérité »

BRETAGNE, carte n° 2393: 100 fr.; n° 2767, 200 fr. REGION PARISIENNE, Cellule 13, un Ami de la V., 320 fr. Bonjour Sud, carte n° 2763: 100 fr., un ami de la V., 40 fr., en instance, 25 fr. CHIAMPONNET, carte n° 2179, 600 francs; un ami de la V., 50 fr. SOUSCRIPTIONS DIRECTES: G. H. Strasbourg, 1.000 fr.; un étudiant, 400 fr. TOTAL: 2.435 francs.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Daguerre, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31. Cellule Chausson. Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Asnières (Salle 2). Cellule Banlieue-Sud. La Vérité est vendue le dimanche matin, chaque quinzaine, au Marché de la Banlieue (Chateaux) et de la Cité (Pieris-Robinson). BREST Jean Leonic, Isat, 12, Petit-Paris. QUIMPER Entrez à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper. NANTES La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.I. DOUAI-LEZ-AC Café Feneq, place Saint-Wat, les 2^e et 4^e dimanche de chaque mois, de 10 heures à 11 heures. HELLEMES Victor, 33, rue Dardin, tous les jours de 19 heures à 20 heures. SAINT-ETIENNE Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Besnet, place du Peuple. MONTPELLIER S'adresser ou écrire à Poupard, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier. TARASCON-BEAUGAIRE 3, rue du Docteur-Barlès (Tarascon).

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Au sommaire du n° Octobre-Novembre: Editorial: A la recherche d'un programme impossible. P. Frank: Le Procès Rajk. M. Pablo: L'évolution du P.C. Yougoslave. La tradition stalinienne en Grèce. Haïsh-Yuh: Perspectives du stalinisme chinois. E. Germain: Épuration de l'intelligence soviétique. S. Munir: Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine. Le numéro: 60 francs.

L'abondance des matières nous oblige à retarder au prochain numéro la suite de la publication de l'étude de Favre sur « L'Évolution idéologique du Parti Communiste Yougoslave ».

La « Russification » des démocraties populaires

A son tour, la Bulgarie a son procès. En lisant l'interminable acte d'accusation que l'Unioniste a publié dans plusieurs numéros (et ce n'était encore qu'un résumé), on est frappé par la banalité de ces vieux romans feuilletonistes dont le terme est connu d'avance, ainsi que leur « héros », leurs propes, leurs exploits. En Bulgarie aussi, nous apprenons que de la puissance géologique des impérialistes et de la police « agence », la Yougoslavie, le Tito a surgi depuis longtemps un « complot », vaste et compliqué, ayant pour but de renverser le régime « populaire », assassiner Dimitroff, rattacher le pays à la Yougoslavie, etc.

Le « complot » des impérialistes a trouvé ses principaux instruments, comme en Hongrie, parmi les membres dirigeants du P.C. Bulgarie et son Secrétaire général, et ceci en particulier pendant la guerre: T. Kostov. Il faut s'arrêter sur ce personnage. Membre du C.C. du P.C. Bulgarie depuis 1924, il en fut promu Secrétaire en 1940 pour devenir en 1944 le Secrétaire général du Parti.

Il fut élu au cinquantième anniversaire en 1947, une résolution adoptée par le C.C., signée Tcherenkov lui-même (l'actuel Secrétaire général du P.C. Bulgarie et principal accusateur de Kostov), portait ainsi sur ses mérites de « constructeur du Parti » et sa « dévotion absolue à l'idéal communiste » et sur sa « volonté ferme de fer ». C'est à Kostov que la nouvelle Constitution, adoptée en décembre 1948, fut le jour. C'est lui qui, lors du V^e Congrès du Parti Communiste de décembre 1948, présenta et fit approuver le programme politique du Parti.

Jusqu'en mars 1949, Kostov était toujours un personnage tout-puissant du Parti et du Gouvernement Bulgare, cédant à peine en importance à Dimitroff.

Ce qui s'est passé ensuite reste encore fort obscur. Kostov fut tout d'abord accusé d'avoir « dissimulé à la délégation soviétique les prix de certains produits bulgares, comme s'il pouvait y avoir un danger quelconque à les révéler à l'Union Soviétique », ainsi que de « trahison » dans le Parti dirigé contre Dimitroff. Mais même à cette époque, le gouvernement bulgare démentait l'arrestation de Kostov accusé par les Russes, et les accusations que celle-ci formulait à son égard. Ce n'est que tout dernièrement que Kostov fut accusé d'avoir passé au service de la police bulgare et ensuite de l'impérialisme lors de son arrestation en 1942.

L'accusation se base sur le fait que, tandis que les autres produits bulgares, comme le sucre, étaient envoyés à l'Union Soviétique, les produits de la police bulgare furent conduits à mort. Kostov ne fut condamné qu'à la réclusion. Il fut libéré en 1943 par les ouvriers bulgares.

La-dessus on brode toute une histoire en apparence très cohérente. Kostov, menacé de mort, eût dû, devant mourir, être aux services d'espionnage des Anglo-Américains et par leur intermédiaire, entre eux en contact avec la « clique de Tito », qui le procès de Budapest nous l'a déjà « démonté », était « devenu » passé au service de l'impérialisme.

En fait comment se fait-il que la non condamnation à mort de Kostov n'ait pas éveillé plus tôt les soupçons de la direction du P.C. Bulgarie et du Kremlin, et qu'au contraire Kostov ait joué pendant un rôle plus important que jamais?

Cela restera pour toujours un mystère sur lequel les accusateurs staliniens ne daignent pas s'arrêter.

D'autre part, que Kostov n'ait pas été condamné à mort, c'est pas un fait unique dans l'histoire des leaders staliniens emprisonnés pendant la guerre.

Thaelmann n'a pas été exécuté par les Nazis bien qu'il fut en prison depuis 1934, et que plusieurs autres chefs de cadres des ligues allemandes furent tombés entre temps. Rakov, prisonnier de Herby, a pu retourner la liberté et être envoyé à Moscou en pleine guerre.

Zochoradi, Secrétaire général du P.C. Grec, arrêté par Melas, était en prison quand les Allemands et Italiens ont occupé la Grèce.

Il fut envoyé à Dachau s'il n'était sorti seul et sauf, tandis que d'inébranlables leaders staliniens et trotskystes trouvés en prison ont été exécutés.

En général, la bourgeoisie et l'impérialisme méprisent les leaders staliniens de tout premier plan, qu'ils considèrent comme les représentants de Moscou dans leur pays, avec lesquels ils auront un jour peut-être à traiter.

Ainsi, sans exclure la possibilité que Kostov, personnellement, soit en effet un espion, on ne peut pas raisonnablement baser cette accusation sur le seul fait qu'il n'ait pas été condamné à mort.

Il est vrai que les Yougoslaves se sont empressés de lancer les premiers actes d'accusation en se basant sur la même « preuve ». Mais il faut tenir compte qu'ils accusent Kostov d'avoir été opposé à leurs plans de Fédération Balkanique, et à ce premier ministre de la République de Bulgarie d'information et son propagateur principal en Bulgarie.

De toute façon, le cas personnel de Kostov n'est pas, tout le reste à considérer le sens réel du procès de Sofia.

Comme à Budapest, à Sofia aussi, il s'agit de « rassembler » le pays et le Parti Communiste Bulgare en face de la force et la terreur de tout élément douteux aux yeux de Moscou, de désorienter et d'isoler davantage la Yougoslavie dissidente.

Avec Kostov furent arrêtés six autres membres du Comité Central du P.C. Bulgarie, douze ministres, généraux ou hauts fonctionnaires du Parti et plus de trois cents Secréétaires d'organisations locales.

Dans le procès de Sofia, seul Kostov fut amené entendre d'une pléiade de comparses dont la plupart tout à fait secondaires.

A la grande surprise de tous, y compris de Belgrade, Kostov a nié jusqu'à la fin ses trois accusations principales, à savoir qu'il avait capitulé devant le Trotskisme bulgare en 1942, qu'il ait fait de l'espionnage pour les impérialistes, qu'il ait complété avec les Yougoslaves. Les comparses, par contre, « avaient » en série et l'accablent à qui mieux mieux.

Mais les autres personnalités marquées arrêtées du Parti et du Gouvernement ne sont pas innocentes au procès, ce qui pourrait s'expliquer par la résistance que ces fortes têtes bulgares ont montré jusqu'à la « se repenir » et à « avouer ».

L'épuration de Bulgarie a fait du pays — écrit le Times du 2-12-49 — « une province désorganisée de l'Empire soviétique ».

En effet, à travers les conditions terribles, Moscou a « russifié » les pays du bloc, brayant ses propres partis staliniens d'autofait et les remplaçant par des appareils policiers directement munis par le Gouépou.

PABLO.

Chaque jour des hommes meurent au camp de Makronissos

A l'extrémité sud de l'Attique se trouve Makronissos, l'île dont le nom est devenu synonyme d'horreur pour toutes les masses laborieuses de la Grèce. Avant qu'elle ne devienne un lieu de déportation, aucun être humain ne vivait sur cette terre déserte, sans une feuille d'arbre, est constamment balayée par les vents terribles de la mer Egée.

Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie radicale a choisi Makronissos comme camp d'extermination. Il y a deux camps différents à Makronissos: l'un pour les militaires, dans leur presque totalité des soldats qui sont considérés « de gauche » ou qui refusent de combattre contre les andartes; l'autre pour les politiques, ouvriers et paysans, ces derniers arrêtés par précaution par milliers avant le déclenchement des opérations militaires dans une région donnée.

La vie dans le camp militaire est réellement impossible. Les soldats logent dans des tentes minuscules et, comme ils sont nombreux, ils créent la terre comme un tombeau et y entrent.

On les oblige à signer des déclarations répétant leurs idées à recevoir des lettres remplies et à assister à des conférences de « rééducation ». Trois fois par jour, ils sont obligés, assis en plein air, d'écouter des conférences, de contenu nationaliste, d'applaudir et de crier « Vive le Roi »! Celui qui n'applaudit pas est immédiatement expédié au camp pour les insoumis. Personne ne peut approcher le Syria, mais par des soldats qui, dans leurs corvées, ont été conduits tout près de cet endroit sinistre, nous avons vu qu'ils ont vu circuler de véritables spectres humains, souvent atrocement mutilés, avec des pieds et des bras saignants, yeux crevés, des nez et des oreilles coupés.

On serait tenté de croire qu'après tout cela, le moral des soldats est vite brisé, mais il n'en est rien. Quand, l'année passée, on a sélectionné un bataillon et qu'on l'a amené en ligne pour combattre les partisans, dès que le bataillon a commencé, le plupart des soldats ont déserté chez les partisans. Les collets de peau sanguinaires furent aussi obligés de ramener les autres à nouveau à Makronissos.

A l'autre extrémité de Makronissos se trouve le camp des politiques.

Les politiques sont mieux organisés. Ils ont leurs groupes et leurs équipes de travail. Ils subissent naturellement les mêmes supplices que les soldats en ce qui concerne la nourriture, l'eau, les brimades. Mais ils sont dispersés dans les cellules « rééducatives ».

Notre Parti, comme toujours, n'a pas actuellement aussi son tribut à la lutte révolutionnaire. Nos camarades continuent leur combat héroïque sur les rochers de Makronissos. De jeunes camarades à côté de vieux révolutionnaires, trotskystes, luttent ensemble contre l'horrible oppression capitaliste. Des militants qui ont passé toute sa vie dans le mouvement ouvrier et des simples membres et sympathisants, subissent une double oppression: non seulement celle de la réaction capitaliste, mais aussi celle qui provient de la bureaucratie stalinienne du camp et de ses sbires, chargés de rendre impossible leur vie.

Mais nos camarades ont conscience leur vie à la cause du prolétariat. Ils travaillent dans la masse des déportés et de nombreux problèmes qui se détachent de la bureaucratie les suivent. Ils souffrent, ils meurent, mais jamais de leur bouche n'est sortie une plainte. Hier n'ont jamais demandé l'aide de notre parti qui ont passé toute sa vie dans le mouvement ouvrier et qui ont créé des besoins encore plus grands.

Mais nous qui connaissons leurs souffrances, faisons appel à toutes les organisations de l'IV^e Internationale et au prolétariat mondial: Adieu les héros de Makronissos!

Adieu monarque et matériellement ceux qui donnent leur vie pour la Révolution socialiste; ceux qui restent et relèvent les yeux de la force révolutionnaire de la IV^e Internationale.

Organisez une campagne dans la presse et des meetings de solidarité prolétarienne en Europe. LA SUPPRESSION DES CAMPS D'EXTERMINATION GRECS DE MAKRONISSOS ET DE TRIKERI! L'AMNISTIE GÉNÉRALE À TOUS LES MILITANTS GRECS EMPRISONNÉS ET DÉPORTÉS!

Cet appel a été lancé par le Parti Communiste Internationaliste de Grèce (section grecque de la IV^e Internationale) et publié dans le numéro de septembre 1949 de « La Lutte Ouvrière » qui est édité clandestinement.

Le Secrétariat de la IV^e Internationale répond aux déclarations de VLAHOVITCH

Les arguments et procédés rapetissant ceux de Moscou ne servent pas la cause Yougoslave

(Suite de la première page)

ment de votre attitude à notre égard aussi longtemps que vous ne capitulerez pas devant l'impérialisme et la

La dissolution du Komintern

Quand en 1943, en pleine guerre impérialiste, Staline a dissous la III^e Internationale — à l'aide d'arguments ridicules et contradictoires que vous répétez actuellement — le sens de cette opération était clair pour tous les révolutionnaires conscients :

Il s'agissait d'une double capitulation devant les exigences de l'impérialisme et celles de la bureaucratie soviétique.

L'impérialisme et la bureaucratie de Moscou craignaient tous deux les luttes révolutionnaires du prolétariat international et des masses coloniales, luttes inévitables à la suite de la guerre et de ses conséquences désastreuses pour les régimes capitalistes. L'impérialisme était soucieux du maintien du système capitaliste dans le monde. La bureaucratie de Moscou, soucieuse du maintien de ses privilèges, craignait tout mouvement de masses qui échappât à son contrôle. Ce mouvement de masses qui aurait troublé sa politique d'accords et de partage de zones d'influence avec l'impérialisme (comme vous-mêmes l'avez compris notamment dans le cas de la Grèce) et qui aurait mis fin à son régime despotique sur une grande partie du mouvement ouvrier mondial et sur les masses travailleuses de l'U.R.S.S. même.

Cette crainte commune des impérialistes et de la bureaucratie soviétique les fit s'entendre sur la dissolution de l'I.C. Certes, la dégradation de celle-ci était profonde, et nul — pas même Churchill, Roosevelt et Staline, qui s'entendaient à Yalta et à Téhéran — ne pouvait envisager qu'elle redevienne

bureaucratie soviétique, nous croyons aujourd'hui devoir répondre aux déclarations de Vlahovitch, sans amertume, mais aussi sans diplomatie inutile et indigne de révolutionnaires.

L'instrument révolutionnaire du prolétariat qui avait été constitué sous la direction de Lénine et Trotsky. Mais ce qu'ils craignaient, c'est que son nom même et l'idée que pouvant s'en faire les masses, stimulés des éléments révolutionnaires, et que certains de ceux-ci s'efforcent de l'utiliser pour propager le programme de la révolution mondiale. Staline pouvait craindre également que des organismes et même des partis ayant, pour divers motifs, échappé au cours de la guerre au contrôle du Guépéou, et ayant acquis une force propre dans la politique, se servent du nom de l'I.C. pour mener une politique qui ne soit pas strictement alignée sur les besoins diplomatiques du Kremlin.

La dissolution de l'I.C. fut accomplie au moment où le Kremlin menait la politique la plus opportuniste. Loin d'être le fruit d'une progression révolutionnaire du prolétariat, loin d'être une sage application du marxisme-léninisme, cette décision cadrait avec la politique de collaboration de classes de France, d'Italie, de Grèce, etc., qui a mené le prolétariat à de graves défaites.

A ce propos, permettez-nous de vous faire observer que quelques-uns des P.C. les plus importants qui, par ailleurs, avaient tenu mûri politiquement, qu'en 1943 on pouvait supprimer l'I.C. ont été retrouvés dans le Komintern. Parmi eux se trouvaient le P.C. de France et d'Italie qui ont failli à la lutte pour le pouvoir dans leurs pays, et tous ces partis, si développés politiquement en 1943, ont — sur l'ordre de Moscou — commencé à vous abandonner et à vous attaquer honnêtement.

Qu'est-ce que défendre la Yougoslavie ? La meilleure façon de la défendre et de lui permettre de surmonter les difficultés dans l'édification du socialisme, difficultés inévitables aussi longtemps qu'elle reste isolée, n'est-elle pas précisément de fournir aux ouvriers des autres pays les armes idéologiques et l'aide politique nécessaires, qu'ils puissent eux-mêmes aussi faire la Révolution et l'étendre au monde entier ? Ou bien confiez-vous ces tâches aux dirigeants déguénérés de l'U.R.S.S. et aux directions kominternistes des Partis communistes ? Des délégations ouvrières se rendent et se rendront dans votre pays. Des ouvriers veulent et voudront défendre votre mouvement comme UNE PARTIE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MONDIAL. Mais que leur répondrez-vous quand ils vous diront :

La IV^e Internationale est un parti mondial

Quant à la déclaration de Vlahovitch qui nous concerne directement en tant que IV^e Internationale nous vous faisons grâce de la manière nuancée avec laquelle vous enveloppez les calomnies du Kremlin et de ses agents contre notre mouvement. Vlahovitch parle en effet des « types suspects qui se rassemblent autour d'une IV^e Internationale ».

Sachez que la IV^e Internationale est un Parti mondial, ayant des sections nationales dans plus de 35 pays, sur les cinq continents, et qu'elle est la seule organisation du mouvement ouvrier qui s'occupe, pourvise et développe l'œuvre de Léon Trotsky et la plateforme de l'Opposition de Gauche du Parti bolchevik russe, opposition qui, depuis la mort de Lénine, a combattu contre la dégénérescence de ce Parti et de la III^e Internationale tout entière.

Les trotskystes authentiques, les vrais et les seuls trotskystes, ce sont nos membres, militant dans le mouvement organisé de la IV^e Internationale.

Que devons-nous faire pour mener la lutte de classe dans notre pays ? Obéir à Thorez, Togliatti, et à ceux qui ont été les parti révolutionnaire, une nouvelle Internationale révolutionnaire ? C'est une question que la lutte de classe elle-même vous posera. Aussi longtemps que vous conserverez sur la question de l'Internationale une attitude floue ou même vague, les révolutionnaires conscients vous regarderont avec les plus grandes réserves ; il ne vous feront jamais confiance ; ils ne vous feront jamais confiance malgré tous les autres aspects progressifs de votre évolution ; ils verront dans votre refus de vous intégrer totalement et loyalement dans le mouvement révolutionnaire mondial un signe grave qui, jusqu'à présent, a annoncé l'évolution rétrograde, nationaliste et bureaucratique d'autres courants du mouvement ouvrier.

taies successifs, Léon Lesail et Léon ; en Hollande, une pléiade de dirigeants révolutionnaires, dont Sauerlet (ex-représentant de la III^e Internationale en Chine) ; en Grèce, l'ancien secrétaire du P.C. grec, P. Pouloupoulos et deux cents autres militants trotskystes, assassinés par les occupants allemands, italiens et bulgares ; en Chine, des dizaines de nos cadres et de membres tombés dans la lutte contre l'impérialisme japonais et la réaction du Kuo-Min-Tang ; en Indochine, d'innombrables victimes, etc. — voilà nos « types suspects ». Vous osez aussi appeler « suspects » les militants trotskystes emprisonnés actuellement en Bolivie pour avoir dirigé la lutte des mineurs boliviens contre le régime féodo-bourgeois ; les militants grecs dont des dirigeants emprisonnés actuellement dans le camp de concentration de Makronissi.

C'est naturellement votre droit de ne pas partager nos idées et de les combattre, si vous le jugez nécessaire. Mais ce qui est de toute façon inadmissible, c'est de lancer sur notre mouvement le discrédit et les soupçons au lieu de mener une discussion politique.

Pourquoi l'Internationale ?

Pour des raisons opportunistes, Staline a dissous l'Internationale Communiste. Quant aux arguments « théoriques » qui ont couvert cette opération capitaliste et opportuniste, il est indigne de révolutionnaires se réclamant du marxisme-léninisme de leur accorder même un grain de sérieux. Car qu'y a-t-il de fondamentalement chargé du point de vue des arguments que Lénine menait en avant avec tant d'insistance et de passion, quand il invitait en 1919 les diverses tendances révolutionnaires à se grouper dans une puissante « Internationale Communiste » et des arguments qui figuraient dans les Statuts de cette Internationale ?

« Le mouvement ascendant extrêmement rapide de la Révolution mondiale — déclarait la lettre d'invitation accompagnant la convocation du Congrès de la III^e Internationale — posant constamment de nouveaux problèmes, le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des Etats capitalistes s'unissant contre la révolution sous le drapeau hypocrite de la « Société des Nations » (Lire aujourd'hui « O.N.U. »), les tentatives des partis social-traités de s'unir et d'aider leurs gouvernements et leurs bourgeoisies à trahir la classe ouvrière après s'être accaparés une amnistie » réciproque ; enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et l'internationalisation de tout le mouvement révolutionnaire — toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de nos activités une question de la convocation d'un Congrès international des partis prolétariens révolutionnaires. »

Selon l'article premier des Statuts de la III^e Internationale :

« La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Que Vlahovitch prenne la peine d'expliquer ses motivations pour quelles raisons ces arguments ne seraient plus valables aujourd'hui, La Révolution communiste mondiale est-elle réalisée ? Le capitalisme ne la menace-t-il pas, encore plus menaçamment qu'en 1919, dans les pays où elle a commencé ? N'y a-t-il pas de problèmes nouveaux qui exigent une élaboration collective au moyen d'une organisation collective du mouvement révolutionnaire ? L'internationalisation du mouvement ouvrier, dont parlait Lénine, est-elle moindre qu'en 1919 ? La coordination, la propulsion, la direction des luttes ouvrières sont-elles moins nécessaires qu'au temps de Lénine ?

On pourrait allonger à l'infini la liste des questions qui militent toutes pour l'existence d'une Internationale révolutionnaire du prolétariat.

Le mouvement ouvrier ne peut se satisfaire de liens clandestins entre des partis nationaux, mais a besoin d'avoir

— un vu et au su de tout le prolétariat — un organisme international.

C'est un besoin compris par les masses travailleuses même les moins développées politiquement ; ainsi, les sociaux-démocrates eux-mêmes s'efforcent de donner à leur mouvement une apparence d'organisation internationale. Les communistes non-bolsheviks, par exemple, ont même, dénoncé une des manifestations les plus grossières de l'opportunisme social-démocrate dans l'attitude des partis socialistes sur la question de l'Internationale. Plus encore, au lendemain de la guerre, un certain nombre de P.C. — dont le votre — ont constitué le Bureau d'Intégration internationale, qui était plus ou moins une sorte d'organe international, avec, bien entendu, des fonctions et un régime tout à fait appropriés aux nécessités du Kremlin.

La lutte de classe n'est pas formée par la somme des luttes indépendantes de prolétariats nationaux ; il y a une lutte de classe internationale qui ne peut pas être menée efficacement jusqu'à la victoire finale sur le vieux monde capitaliste sans une organisation internationale de l'avant-garde prolétarienne.

En réalité, l'attitude que Djilas et Vlahovitch déclarent être celle de votre Parti tout entier sur la question de l'Internationale, ne signifie objectivement qu'une tendance à la capitulation devant la double pression de l'impérialisme et du Kremlin. Peut-être justifiez-vous cette attitude par des considérations « tactiques » ; mais il est inutile de provoquer l'impérialisme et le Kremlin et qu'il est préférable de travailler sur ce plan clandestinement dans chaque pays séparément. Peut-être vous abitez-vous derrière l'argument que votre expérience avec le Kremlin et son Komintern fut néfaste, et vous plaignez de votre situation internationale avec le contrôle centraliste policier et bureaucratique du Kremlin ?

Mais si de tels arguments existent chez vous, ce ne seraient que de pauvres excuses opportunistes héritées du stalinisme qui a pris pour habitude de remplacer les principes du marxisme-léninisme par de soi-disant manœuvres « tactiques » et « habiles » et « actuelles », qui ne trompent que le prolétariat.

Réorienter le prolétariat

La question de l'Internationale n'est pas du reste simplement organisationnelle. Car, avant tout, pour former une organisation internationale, il faut d'abord avoir un programme international valable pour tout le prolétariat international et les masses coloniales. Le regroupement organisationnel et les formes organisationnelles concrètes à l'échelle internationale, ne peuvent être envisagées que sur la base d'un tel programme.

Or, quel message auriez-vous à adresser au prolétariat mondial ? Défendez la Yougoslavie contre le Kremlin, revendiquez des rapports égaux entre Etats socialistes et entre Partis communistes ? Si justes et nécessaires que soient ces objectifs, ils ne constituent pas encore un programme de valeur internationale capable de réorganiser et de réorienter le prolétariat et les masses coloniales démocratiques par les pratiques du Kremlin.

Pour brouiller les cartes, pour écarter les larges masses ouvrières nos idées, de notre programme et de notre organisation, le Kremlin et son appareil de propagande, aussi puissant que corrompu, depuis plus de 20 ans déjà, qualifié de « trotskyste », la plupart de ses adversaires et notamment toutes sortes d'éléments, parmi lesquels souvent des types suspects des avant-gardes, des espions et ses propres bureaucraties de droite.

Des camarades dirigeants de votre Parti ont déjà compris la danger des amalgames staliniens et ils l'ont dénoncé comme incompatible avec la moralité du mouvement ouvrier. N'est-ce pas le camarade M. Pijade qui a écrit au sujet du « Comité mondial de Budapest » qu'il a été orchestré par les mêmes hommes qui ont mené les infâmes procès fâreux exterminés, après avoir été saisis comme espions, assassins, etc., ceux qui avaient été les meilleurs hommes du parti bolchevik russe et de l'Internationale Communiste ? N'est-ce pas le camarade Pijade encore une fois qui a dit que la dégénérescence des Partis communistes a commencé :

« Depuis le jour même où on a proclamé que le trotskisme a cessé d'être un courant dans le mouvement ouvrier et qu'il est devenu l'agent du fascisme, depuis ce jour-là le mouvement ouvrier, après la deuxième guerre mondiale, toute pensée qui n'est pas en accord avec les pensées des dirigeants soviétiques est déclarée trotskyste sous forme d'agence fasciste. De cette façon, il ne reste que l'extermination physique et le bûcher pour les sorciers, toute discussion étant exclue. »

« Vous voyez ne sont pas accordés. Ne donnez pas l'impression pénible que les préjugés et les pratiques pourries du Kremlin sont en train de prendre le dessus dans votre organisation et que vous êtes prêts à employer envers une tentative du mouvement ouvrier, son alle marxiste et révolutionnaire par excellence, les mêmes méthodes que le Kremlin emploie à votre égard. »

Nous sommes fiers de notre organisation, de notre programme, de notre drapeau, sous lequel ont combattu les meilleurs militants de la Révolution d'Octobre, du Parti bolchevik russe et de l'Internationale avant qu'ils fussent exterminés par les bourgeois staliniens. Les « types suspects » abondent dans les partis dirigés par le Kremlin et surtout dans leurs sphères dirigeantes, car ces partis sont complètement bureaucratiques, et la sélection des cadres ne s'y fait pas sur la base de critères et d'aptitudes idéologiques, mais sur la base de la servilité des fonctionnaires bureaucratiques.

Malgré l'isolement auquel nous a accablés à la faveur de conditions objectives défavorables à la révolution mondiale, la propagande et l'effacement du mouvement ouvrier mondial ont été menés par Moscou, notre mouvement est vivant dans tous les pays où il existe, lié à sa classe, participant à ses luttes, prêt à tous les sacrifices pour le triomphe des idées invincibles de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Vous osez appeler « types suspects » les trotskystes qui, au cours de la dernière guerre, ont perdu dans les camps d'extermination en Allemagne et devant les pelotons d'exécution de la réaction impérialiste, des centaines de militants, révolutionnaires conscients et intègres. Les Secrétaires de notre Section française Marcel Hij et des dizaines de nos compagnons ; en Belgique nos deux secré-

taires successifs, Léon Lesail et Léon ; en Hollande, une pléiade de dirigeants révolutionnaires, dont Sauerlet (ex-représentant de la III^e Internationale en Chine) ; en Grèce, l'ancien secrétaire du P.C. grec, P. Pouloupoulos et deux cents autres militants trotskystes, assassinés par les occupants allemands, italiens et bulgares ; en Chine, des dizaines de nos cadres et de membres tombés dans la lutte contre l'impérialisme japonais et la réaction du Kuo-Min-Tang ; en Indochine, d'innombrables victimes, etc. — voilà nos « types suspects ». Vous osez aussi appeler « suspects » les militants trotskystes emprisonnés actuellement en Bolivie pour avoir dirigé la lutte des mineurs boliviens contre le régime féodo-bourgeois ; les militants grecs dont des dirigeants emprisonnés actuellement dans le camp de concentration de Makronissi.

C'est naturellement votre droit de ne pas partager nos idées et de les combattre, si vous le jugez nécessaire. Mais ce qui est de toute façon inadmissible, c'est de lancer sur notre mouvement le discrédit et les soupçons au lieu de mener une discussion politique.

Un puits de sagesse

MONSIEUR André Fontaine, journaliste de son métier et rédacteur au « Monde », est par occasion un frère missionnaire.

Avec une sollicitude sans borne il se penche sur l'âme des trotskystes quêtés par le malin :

« Les trotskystes français du parti communiste internationaliste, écrit-il dans « Le Monde », prennent fait et cause pour l'hérésie. Qui est le malin, qui est l'hérétique que père Fontaine exerce ? C'est Tito, évidemment, nos frères, les trotskystes français du parti communiste internationaliste sont en grand danger de péché titiste. Une gauche du parti travailliste anglais est également menacée ; certains intellectuels français se penchent avec trop d'intérêt sur les impressions de voyage de Claude Bourdet et les « Cassin ». Toutes ces âmes en perdition, obnubilées par la silhouette assez imposante du diabolique Tito ce n'oublient-elles pas d'autres aspects moins séduisants, mais plus importants peut-être de la révolution qu'il incarne ? »

Tel Saint Antoine au désert, père Fontaine réclame à l'envolpepée séduisante prise par le malin, Arrière, Salari Car : « Nationalisme plus totalitarisme, la recette commence à être bien connue elle mène tout droit au fascisme. » Mais Fontaine entrevoyait un espoir : celui que Tito se vendra à Truman, ce qui est

comme s'il y avait des éléments qui craignent une telle confrontation idéologique et veulent l'éviter ; à la manière stalinienne. Sinon, comment expliquer, par exemple, qu'en France les éléments qui passent votre point de vue sur le conflit avec le Kremlin, existaient en fraction dans le P.C.F. et rédigeant un Bulletin, « La Lutte », soient nécessaire de se différencier calmement des trotskystes français, et en même temps répètent dans leurs articles une série d'idées et de citations que seuls les trotskystes ont répandues ou inventées jusqu'à présent dans le mouvement ouvrier français et international ?

Nous ne resterons pas passifs devant ces procédés. Nous révélerons chaque fois tout défilé lancé directement ou indirectement à notre mouvement. Nous défendrons avec opiniâtreté nos idées, notre programme, l'intégrité révolutionnaire de notre mouvement, de nos militants, de nos organisations.

Nous mettrons à l'index de toute l'avant-garde révolutionnaire mondiale et de tous les éléments avancés à qui nous faisons actuellement appel pour aider la cause yougoslave, tout écart de la vérité que certains de vos dirigeants auront tendance à commettre, toute position ébranlée et toute méthode de lutte empruntée à l'arsenal pourri des dirigeants du Kremlin.

Ne sous-estimez pas la faculté critique des éléments de l'avant-garde révolutionnaire mondiale dont vous demandez le soutien. Ils vous jugeront sur vos actes, sur votre ligne et non pas sur la seule partie juste de votre lutte contre le Kremlin.

Vous-mêmes dites que la vérité doit vaincre et qu'elle vaincra. Oui, elle vaincra.

17 décembre 1949.
LE SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE.

La crise du Parti Communiste Italien

DEPUIS plusieurs mois, une crise sévère couve dans le P.C. italien provoquée à la fois par la faillite évidente de la politique aussi bien opportuniste qu'aventuriste suivie par la direction, et par les répercussions de l'affaire Tito.

Parmi les dernières manifestations de la crise qui méritent d'être indiquées, nous en mentionnons en particulier deux :

1. Une scission verticale s'est produite dans la fédération de Terni du P.C. italien. Cette fédération, sûre à quelques 100 kms au nord de Rome, est établie dans une des principales régions industrielles d'Italie. Parmi les éléments qui ont quitté le P.C. se trouvent Comandante Morelli, maire de la ville de Terni, démissionnaire après sa sortie du P.C. ; Alfredo Filippone, secrétaire de l'organisation provinciale des partisans ; Cesare Masserini, dirigeant de la Commission syndicale de la principale aciérie de la région, et d'autres militants et cadres. Une partie importante de la base ouvrière que le P.C. possédait dans cette région semble avoir suivi Morelli dans la voie de la scission. Dans une Lettre Ouverte adressée aux militants du parti, Morelli critique la politique imposée au parti depuis 1944 par « les fonctionnaires sulfureux et incapables » qui le dirigent, et les accuse d'avoir conduit de nouveau le prolétariat italien sur la route de la défaite, empruntée avant l'avènement du fascisme par la direction du mouvement ouvrier. La même Lettre Ouverte condamne l'excommunication du P.C. vertébral par le Komintern, alors que « Tito a donné son pays à la terre et aux comités ouvriers les usines détruites par les Allemands et désoxygénées reconstruites. »

2. L'organe central du P.C. italien « L'Unità », publié dans son n° du 22 novembre, sur la première page, un article du chef de l'appareil du parti Pietro Secchia, rédigé dans un esprit alarmiste et paniqué. Après avoir constaté que les « traités de la bande de Tito » envoient « leurs agents en grand nombre » en Italie qui se présentent comme de vrais communistes, comme des communistes « indépendants » de Moscou, comme « authentiques révolutionnaires », Secchia annonce que ces agents ont réussi à s'infiltrer dans les partis démocratiques pour organiser des voyages multiples de partisans intellectuels en Yougoslavie.

Effrayé par les progrès chaque jour plus prononcés de l'esprit critique dans le parti, le bureaucrate continue ainsi : « Tous les comités et toutes les organisations doivent être plus vigilants que jamais. Il faut désorganiser et dénoncer l'activité des agents titistes, qui avec leur travail de désorganisation et de provocation, prêtent main forte aux agents anglo-américains. Nous savons que Temeni s'efforce d'infiltrer dans les rangs des partis démocratiques ses agents de haut et de bas rang. Parmi les premiers, il y a des hommes corrompus qui ont pour but de provoquer des scissions (1) au sein des mouvements et partis démocratiques en assurant des positions politiques (2), masquant ainsi théoriquement leur action désorganisateur. »

Ces dernières paroles constituent une allusion à peine voilée aux discussions qui se sont tenues à la direction même du P.C. italien.

FAVRE.

Quinze jours après...

Si, contre toute vraisemblance, les travailleurs de ce pays s'étaient soulevés à la grève générale de 24 heures pour satisfaire leurs revendications et réduire à néant l'offensive combinée du patronat et de son gouvernement, ils pourraient être en proie à la plus amère des déceptions.

C'est l'offensive capitaliste non seulement continue, mais elle se généralise. Hier c'étaient seulement les patrons qui prenaient l'initiative de réduire les salaires ou les temps, d'augmenter les cadences, etc... Ils nous ont fait la taille, soûlement, prudemment, tenant compte des réactions possibles des travailleurs de « leurs » entreprises.

Aujourd'hui c'est le gouvernement qui attaque de front la classe ouvrière par cette nouvelle loi scélérate qu'est son « projet » de Conventions Collectives.

Ce projet qui ne consacre aucun véritable minimum vital, aucune augmentation du pouvoir d'achat.

Ce projet qui supprime de fait le droit de grève au moyen d'arbitrage obligatoire ou à l'initiative sans appel est à la fois juge et partie.

L'ensemble du tableau est complété par le harcèlement continu d'un patronat de combat qui licencie ou fait emprisonner les meilleurs combattants ouvriers sous les prétextes les plus divers : atteinte à la « liberté du travail », exercice du droit de grève ou tout simplement de cet élémentaire « droit » syndical qui consiste à s'adresser à ses camarades de travail!

Mais la classe ouvrière n'est pas autre mesure étonnée de ce déchaînement.

Elle n'attendait pas de miracle d'un mouvement aussi limité. Elle n'espérait qu'une seule chose : ressouder ses rangs éprouvés par de trop nombreuses défaites et trahisons et organiser son Unité d'Action pour résister d'abord à l'offensive patronale et attaquer ensuite sur un front général.

Elle a fait la grève de 24 heures pour mieux résister demain à ses patrons respectifs.

Elle a fait la grève de 24 heures pour préparer la grève générale jusqu'à complète satisfaction.

Mais quinze jours après ce 25 novembre, les travailleurs s'aperçoivent que leur mouvement n'a pas beaucoup changé les intentions ni les plans de ceux qui prétendent les diriger.

Les dirigeants F.O. sont retombés dans leur contumace lénithargie dont seuls de nouveaux ennemis de leurs amis socialistes du gouvernement pourraient les tirer.

Les dirigeants de la C.G.T., eux, ont fort bien compris la volonté d'unité d'action qui anime l'ensemble des travailleurs. Et ils l'utilisent sans vergogne pour continuer leur traditionnelle politique d'agitation et de pression sur le gouvernement par l'éternelle tactique des grèves tournantes.

Aussi le danger est-il grand. Les travailleurs qui ont débrayé le 25 novembre pour ressouder leurs rangs et qui se voient le lendemain invités à continuer — comme si rien ne s'était passé — à combattre séparément dans leurs usines respectives pourraient bien en arriver à tirer de cet état de choses la conclusion de l'incapacité de la grève de 24 heures.

Il ne faut pas que cela soit. Des millions de travailleurs ont les mêmes revendications, la même volonté de les arracher. Il leur reste à préparer et à organiser un combat commun et simultané.

Préparer ce combat, c'est résister comme les travailleurs de chez Chausson aux licenciements de leurs meilleurs défenseurs.

C'est empêcher le patron d'augmenter les cadences ou de diminuer les salaires.

Mais ce n'est pas faire croire à l'ensemble de la classe ouvrière qu'elle peut arracher les 3.000 francs par mois, l'échelle mobile, les Conventions Collectives, etc... usine par usine.

Car si un tel combat s'engageait, la C.G.T. pourrait certes publier un tableau des victoires obtenues. Mais au prix de quelles défaites et de quelle démolition!

La clé de la victoire, c'est la capacité de la classe ouvrière d'organiser elle-même son unité d'action.

La clé de la victoire, c'est l'organisation des meilleurs militants qui peuvent rendre confiance aux travailleurs en leurs propres combats en leur montrant qu'il faut rompre avec tous les géniaux tacticiens et déterminer eux-mêmes leurs revendications, leurs moyens d'action et leur direction.

La clé de la victoire, c'est la réalisation effective des Comités d'unité d'action qui ne prendront leurs directions qu'après des travailleurs qui les auront désignés.

C'est à ces véritables Comités qu'incombe la double tâche de stopper l'offensive patronale et d'organiser la grève générale.

BRADIER.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 6 Janvier 1950

Le Gérant : JULIA Impr. Spéc. de "LA VÉRITÉ"

SUR LE FRONT OUVRIER

CHEZ CHAUSSON RIPOSTE AUX ATTAQUES PATRONALES

(Suite de la première page) reçoivent un avertissement. Ces camarades refusent les sanctions et généralisent l'usage de leurs camarades. Mais, fatigués par de nombreux débrayages, par le manque de coordination, par l'attitude de C. A. S. et de F.O., les manifestations ne peuvent aboutir à la levée des sanctions. Forts de cette division, faits de l'épousement ouvrier créé par la politique des dirigeants dans l'entreprise, les patrons frappent à nouveau et licencient le camarade Righetti à l'atelier d'outillage H.

Dès l'annonce de cette nouvelle attaque, les camarades de l'outillage H décident à l'unanimité de débrayer. Ils organisent spontanément, sous leur propre direction, une délégation à la direction et, devant le refus de leur cette nouvelle sanction, décident de poursuivre la lutte et d'élargir aux autres ateliers d'outillages du groupe Chausson.

Pendant deux jours, ces camarades mènent délégations sur délégations dans les différents usines Chausson pour parvenir à élargir le mouvement, faire triompher leurs revendications. Devant l'échec partiel de ces

tentatives, la direction tente un nouveau coup. Elle licencie le camarade Auffret, délégué cégétiste à Anières.

Immédiatement (dès le vendredi matin), l'usine de radiateurs d'Anières débraye, suivie par l'outillage.

Un procès-verbal est joint à bulletin secret (exécuté par F.O.) qui donne les résultats suivants : parmi les horaires : 438 pour la grève et 345 contre ; parmi les mensuels : 279 contre et 89 pour. Se retournant derrière le vote négatif des mensuels, qui avaient reçu de la direction l'ordre de participer au vote, les responsables F.O. montent luttant véritable visage. Ils vont dès l'annonce des résultats du scrutin et de la poursuite de la grève par les ouvriers, exiger de la direction le respect de la liberté du travail. Ce qui implique l'appel aux forces de police dans la mesure où les camarades minoritaires refusent de se plier à la décision prise.

Un Comité de grève est élu, et l'usine occupée dans la nuit de vendredi à samedi. Dès le matin, des forces policières redoublent tentent en vain de déloger les grévistes.

Lundi matin, à Chausson, Conventiers, à l'usine H, devant l'ensemble du personnel réuni, un vote, également à bulletin secret, est effectué pour le licenciement de Righetti ; à savoir réintégration immédiate de tous les camarades licencés. Bien qu'à cette usine également, les mensuels aient voté contre la grève, par 43 contre 17, la majorité des travailleurs se prononce pour : 198 contre 111.

Un Comité de grève est élu également dès l'annonce de ces résultats, l'usine entière débraye. Malgré ce débrayage, le patron refuse, pendant toute la journée, de recevoir une délégation du Comité de grève. En effet, il veut poursuivre ses manœuvres anti-syndicales dans le cadre de l'offensive déléguée d'ailleurs sur une grande échelle, pour que dans le secteur de Conventiers, une dizaine de délégués ont déjà été licenciés depuis quelques semaines.

Devant l'intransigence de la direction, décidés à maintenir à tout prix ses sanctions, celles-ci étant pour elle le prétexte à la mise en vigueur d'une liberté ouvrière, les responsables du Comité de grève, se sont réunis dans la nuit de vendredi à samedi, et ont décidé de poursuivre la lutte. Ils ont décidé de poursuivre la lutte, de déléguer des délégués à Anières et un vote organisé pour élargir le mouvement aux autres entreprises du groupe Chausson.

Renault La prime de 5.000 frs hiérarchisée

Après s'être toujours refusé avant et après les vacances à accorder la prime de départ ou de retour de congés, la Direction vient d'annoncer la répartition d'une prime hiérarchisée de 5.000 francs. C'est-à-dire 5.000 francs au manoeuvre, 10.000 au P3 et 20.000 au 6.000.

Cette façon inattendue d'accorder aux travailleurs une petite partie de leur dû marque la volonté délibérée de la direction de ne rien céder sous la pression des travailleurs, mais d'accorder — selon son plaisir. La hiérarchie de cette prime montre d'ailleurs le caractère réactionnaire de cette « gratification de fin d'année ».

Bien entendu, les dirigeants syndicaux, tout en expliquant que ceci ne représente pas du tout notre dû, s'attribuent la paternité de cette première victoire. Eux qui ont été incapables de mobiliser les ouvriers pour arracher la prime de vacances et n'ont réalisé l'unité d'action que pour effectuer de manière délicate sur demande chez Lefebvre, déclarent aujourd'hui que cette gratification est « leur » victoire, acquise grâce à l'unité d'action, la grève du 25 novembre, etc...

Mais ils ne trouvent pas un mot pour dénoncer le caractère de division d'une prime — ainsi hiérarchisée —

De cette proclamation dont personne n'est dupé, les ouvriers tirent un surcroît de méfiance à l'égard des dirigeants traditionnels.

La Radio au service du Gouvernement

On parle souvent dans la presse des scandales de la Radio; ces scandales existent en grand nombre, mais pour les expliquer, il faut d'abord comprendre que la radio appartient à l'Etat bourgeois et lui sert de moyen de propagande. Alors que le moindre ministre s'exprime plusieurs fois par mois à la radio pour chanter les louanges de son régime, le micro reste muet pour les représentants des travailleurs : syndicats et organisations ouvrières.

Le dernier cas en date soulève depuis une semaine une vague de protestation dans tout le personnel, c'est celui du journaliste Gérard de Sède qui vient d'être licencié pour avoir écrit une lettre protestant contre l'interdiction anti-démocratique de l'émission Thorez, lettre publiée par « L'Humanité ». Les délégués du personnel ont émis les portes de la Commission paritaire, qu'ils furent C.G.T., F.O. ou autonome, refusant d'accepter ce procès d'indignité. Un tract a aussitôt été signé par la Section et le Bureau National du Syndicat C.G.T. des journalistes. Des pétitions circulent contre ce licenciement illégal et contre la suppression des libertés démocratiques pour le personnel. Le Comité de coordination des trois centrales syndicales envisage une grève limitée pour exiger la réintégration de tous les journalistes et pour les raisons politiques et pour leur respect des droits élémentaires du personnel. Les journalistes de la presse écrite ont également été saisis.

LES LEÇONS de la GREVE du 25 Novembre

Nous avons essayé, dans les informations qui suivent, de montrer les leçons de la grève de 24 heures en étudiant cette fois les secteurs de la classe ouvrière où il est notoire que le mouvement fut un échec : Postiers, Fonctionnaires, Banques, etc...

Au Comptoir d'Escompte Les organisateurs de délégués mis en échec

Le 17 novembre, bonzes C.G.T. et C. F. T. C. « décrétaient » une grève « corporative » de 24 heures dans la Banque, F.O. préparant son action « exclusive » si, en attendant, briser de grève. Les employés de Banque, étrangers, les appelaient à la grève générale de 24 heures. Cette fois c'était à la C.F.T.C. de jouer la carte « jaune ». Après l'échec du 17, ce fut un désastre : 10 % de véritables grévistes et la démolition qu'on peut imaginer! Pendant toutes ces manoeuvres des « organisateurs de délégués », les camarades syndicalistes révolutionnaires et d'Unité Syndicale « condamnant de telles méthodes et expliquant le danger de la grève « corporative » du 17 comme élément d'isolement et de démolition des employés de Banque.

Ces mêmes camarades appellèrent les employés de Banque à surmonter les divisions et les trahisons de différents appareils syndicaux en réalisant une véritable unité d'action par la consultation et la direction de la base sur toutes les luttes et particulièrement pour la grève du 25 novembre. Cet appel eut un écho considérable.

Disséminés par leurs échecs et furieux, les

travailleurs a été une des raisons essentielles de l'échec.

En tirer les leçons, c'est aider de toutes ses forces la classe ouvrière à se forger une nouvelle direction directement issue d'elle-même et sous son contrôle permanent.

C'est la tâche n° 1 des militants du P.C.J. comme de tous les travailleurs révolutionnaires.

LES RAISONS D'UN SUCCÈS CHEZ LES FONCTIONNAIRES face à un échec quasi-général

Au Ministère de l'Industrie et du Commerce, malgré les divisions entretenues par la politique corporative des différents appareils syndicaux : contractuels, mutualistes, ex-C.R.P.F., etc., des responsables syndicalistes révolutionnaires, minoritaires de la C. G. T., ont donné (dans ce milieu difficile) Hénaf et Cie. une réplique sans appel. Le seul service du Ministère où la grève a réussi à 8 % (malgré les multiples pressions de la Direction et de Bidault, l'absence de participation réelle de F.O. et de bonzes C.G.T. et l'ordre de travail C.F.T.C.) est celui où le camarade DUMONT a réuni de

moins cent cinquante militants de la C.G.T., F.O., C.F.T.C. (inorganisés) et où c'est ce personnel lui-même qui a décidé la grève à la quasi-unanimité. Dans cette Assemblée démocratique, la discussion permit de préciser le caractère de la grève du 25. Il y fut mis en lumière le fait que cette grève ne pouvait pas apporter satisfaction aux revendications, mais seulement de ressouder les rangs ouvriers et permettre ainsi de préparer la grève générale, seul moyen d'action pour faire capotuler patronat et gouvernement. C'est après cette discussion à laquelle il participa et concédait du sens et des limites de cette grève, que le personnel prit sa décision.

C'est à l'initiative de ce personnel que furent informés des risques (eux qui étaient menacés de licenciement). Ils avaient suivi un discours directionnel : « les invitant » de façon pressante à la « loyauté ». Les quelques employés, qui étaient contre la grève, décidèrent librement de se rallier à la majorité. Cette détermination de la Direction cette décision (délégation élargie sans tenir compte de l'appartenance syndicale) unanime de grève. La grève fut effectivement suivie à 100 % des présents à l'A. G. et à 98 % de tout le personnel.

AUX ATELIERS DE SOTTEVILLE Les ouvriers s'opposent au changement d'horaire

Sous prétexte de coupures de courant, la Direction décide de transformer la semaine de 48 heures de cinq jours et demi en cinq jours. Comme à Quatre-Mare, on fait les 2x8, cela décalait les heures de travail. L'horaire normal était 6 h. 48 à 17 h. 21 et un service de nuit était institué de 21 h. 10 à 6 h. 48. Tout cela sans demander avis aux ouvriers!

A la section soudure — où je travaille — tous les camarades se réunirent pour aller trouver M. Bellenier (contremaître principal de la section). Ils lui déclarèrent qu'ils ne voulaient pas prendre la nuit et qu'ils continueraient à venir comme d'habitude.

Ce qui fut fait, ainsi que dans toutes les autres sections. Et tout ceci se passait sans aucun responsable syndical dire que cette grève, qui faisait les 2x8, un exemple d'unité à suivre pour les grévistes à venir!

Le lendemain, un délégué de la C.G.T. nous informa que les 2x8 étaient supprimés partout. C'était trop beau pour que ce chère, les contre-coups ont pris les ouvriers un par un, leur demandant pendant quelques jours de faire la nuit pour liquider du boulot urgent. Un gars de notre section y fut mis d'office pour avoir quelcun un peu trop fait.

Mais comment se fait-il que le camarade Lefebvre de la C.G.T., malgré la suppression des 2x8 décidée par le chef de l'arrondissement de Paris, se soit laissé influencer par M. Mico, chef ingénieur de Q.M. Servait-il un jaune? Sinon pourquoi a-t-il fait fait un tel geste? L'engagement pris? S'il n'est pas qualifié pour remplir ses fonctions, il faut le remplacer par un autre qui exécutera plus fidèlement le mandat confié par ses camarades.

Nal doute que demain d'autres Bureaux de la R.P. suivront l'exemple de Paris-13.

RABOR.